

**Volet B****Copie à publier aux annexes au Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé  
au  
Moniteur  
belge

\*19320054\*

Déposé  
03-06-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 05/06/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0727714586

Nom

(en entier) : **MYNN SERVICE**

(en abrégé) :

Forme légale : Société à responsabilité limitée

Adresse complète du siège Avenue de Meysse 11  
: 1020 LaekenObjet de l'acte : CONSTITUTION

Il résulte d'un acte reçu par le Notaire Charles HUYLEBROUCK, à Bruxelles, le 24 mai 2019 que :  
Madame **N'GBO-N'GBO MAKEKI Mireille**, née à Kinshasa (République Démocratique du Congo),  
épouse de Monsieur YOWALOLA MASESEMA Mafuta.

Déclare constituer une société et de dresser les statuts d'une société à responsabilité limitée,  
dénommée « **MYNN SERVICE** » ayant son siège à **1020 Bruxelles, Avenue de Meysse, 11**, aux  
capitaux propres de départ de **cinq cents euros (500,00 EUR)**, en sus d'une somme de **trois mille  
euros (3.000,00 €)** qui sera mise à la disposition de la présente société par son fondateur dans un  
délai de sept jours à compter des présentes, conformément aux indications du plan financier.

**Le comparant, détenant au moins un tiers des actions, déclare assumer seul la qualité de fondateur**  
conformément au Code des sociétés et des associations, les autres comparants étant tenus pour  
simples souscripteurs.

Le comparant déclare souscrire les **cent** actions, en espèces, au prix de **cinq euros (5,00 EUR)**  
chacune.

Soit ensemble : **cent** actions ou l'intégralité des apports.

Il déclare et reconnaît que chacune des actions ainsi souscrites a été **entièrement libérées** par un  
versement en espèces et que le montant de ces versements, soit **cinq cents euros (500,00 EUR)** a  
été déposé sur un compte spécial ouvert au nom de la société en formation auprès de la Banque  
ING.

Nous, Notaire, attestons que ce dépôt a été effectué conformément aux dispositions du Code des  
sociétés et des associations.

La société a par conséquent et dès à présent à sa disposition une somme de **CINQ CENTS EUROS  
(500,00 EUR)**, en sus d'une somme de **trois mille euros (3.000,00)** que le fondateur s'engage à  
mettre à disposition de la société dans un délai de deux semaines à compter des présentes sous  
forme de prêt.

**STATUTS****Titre I: FORME LEGALE – DENOMINATION – SIEGE – OBJET – DUREE****Article 1 : NOM ET FORME**

La société revêt la forme d'une société à responsabilité limitée.

Elle est dénommée « **MYNN SERVICES** ».

**Article 2 : SIEGE.**

Le siège est établi en Région de Bruxelles-Capitale.

Il peut être transféré en tout endroit de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la région de langue  
française de Belgique, par **simple décision de l'organe d'administration** qui a tous pouvoirs aux fins  
de faire constater authentiquement la modification statutaire éventuelle qui en résulte, **sans que cela  
ne puisse entraîner une modification de la langue des statuts.**

La société peut établir, par simple décision de l'organe d'administration, des sièges administratifs,  
agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

La société peut, par simple décision de l'organe d'administration, établir ou supprimer des sièges d'  
exploitation, pour autant que cette décision n'entraîne pas de changement en matière de régime

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

**Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes  
ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

**Au verso** : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

linguistique applicable à la société.

**OBJET.**

**Article 3.**

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre, pour compte d'autrui ou en participation :

- Toute activité relative au domaine alimentaire, à savoir, l'importation, l'exportation, l'échange, la vente, l'achat, la transformation et la productions de produits alimentaires.
- Toute activité relative au domaine immobilier à savoir, l'échange, la vente, l'achat, la transformation de biens immobiliers.

Elle peut acheter, vendre, donner ou prendre en location tous biens bâtis ou non, conférer ou accepter tous droits réels ou personnels portant sur ces biens, les diviser par lots, accomplir toutes opérations de promotion, prêter tout conseil et toute assistance technique en matière immobilière.

- Toute activité relative au domaine du transport, l'importation, l'exportation, l'échange, la vente, l'achat, la transformation de tous biens et de toutes matières et le transport de toutes personnes.
  - Toute activité relative au domaine mécanique, à savoir, l'importation, l'exportation, l'échange, la vente, l'achat, la transformation et la productions de toutes machines, pièces ou de tous véhicules mécaniques.
  - Toute activité relative au dépannage de véhicules de tout genre.
  - Toute activité relative au secteur automobile.
  - Toute activité relative au domaine du prêt à porter, de la maroquinerie, de l'esthétique, au maquillage, de la couture et de la haute couture à savoir, l'importation, l'exportation, l'échange, la vente, l'achat, la transformation et la productions de tous biens, tous vêtements, tous produits cosmétiques, pharmaceutiques ou plus généralement toute activité relative à la mode.
  - Toute activité relative au domaine informatique à savoir, l'importation, l'exportation, l'échange, la vente, l'achat, la transformation et la productions de toutes pièces informatiques, ordinateurs, processeurs, et tous autres composants informatiques, électroniques ou électriques.
  - Toute activité relative au service de l'Horeca et à l'activité de traiteur pour autant que les autorisations requises soient décernées par les services compétents.
  - Ce qui touche de manière directe ou indirecte au domaine de l'événementiel privé et professionnel tels que les mariages, anniversaires, spectacles, la télévision, la radio, l'organisation d'événements notamment dans le domaine du théâtre, de la musique, la conception d'expositions, de mariages, de baptêmes, incentives pour sociétés, des séminaires et conférences, etc ;
  - l'exploitation de domaines, châteaux, salles de concerts et de spectacles divers, ainsi que de salles de sport ;
  - l'organisation d'activités récréatives, de voyages privés et professionnels
  - l'achat et la vente de fleur coupées ou non, naturelles et artificielles, plantes, articles dérivés, poteries, vanneries, articles de décoration, travaux de jardinage.
  - toutes activités d'organisation d'événements divers, d'expositions, d'événements sportifs, de dégustations de vins, de banquets, de festivités, de réceptions et de conférences.
  - toutes prestations liées à l'organisation de soirée ainsi que l'activité de disc jockey et notamment la location de matériel attaché à cette activité.
  - la production et la réalisation de films publicitaires et de films promotionnels, de films techniques et de films d'entreprises, de films de mariage, de films à caractère éducatif ou de formation, ainsi que de clips vidéo ;
  - toutes activités de design graphique ;
  - la production photographique, sauf activités des photographes de presse ;
  - la production photographique réalisée à titre commercial ou privée: photos d'identité, de classe, de mariage, etc. ; photographies publicitaires, d'édition, de mode, à des fins immobilières ou touristiques, etc. ;
  - le tournage de reportages vidéo sur des mariages et autres événements similaires ;
  - toutes autres activités photographiques ;
  - dans les domaines de la photographie et de la vidéo, toutes opérations de création, fabrication, conception, transformation, sous-traitance, commercialisation, distribution, représentation, consignation, importation, vente et achat de tous biens, produits et services de toute nature.
  - la vente de billets pour tout type de spectacles et événements ;
  - la prestation de tout service administratif et juridique ainsi que l'accompagnement social de toutes personnes physiques.
  - La société peut également exercer les activités suivantes :
- La société peut fabriquer, commercialiser, créer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter tout produit ou élément se rapportant directement ou indirectement aux médicaments, à la pharmacie, au parapharmaceutique, à l'herboristerie, à la diététique, aux secteurs hygiénique, cosmétique, à la parfumerie, à la droguerie, à la lunetterie et tout produit pouvant avoir la moindre incidence sur la santé de tout individu physique.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

**Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

**Au verso** : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

La société peut fabriquer, commercialiser, créer, vendre, échanger, importer, exporter tout produit ou élément se rapportant directement ou indirectement tout matériel médical.

Elle peut également gérer, vendre, acheter et effectuer toute opération juridique sur des officines.

La société a pour objet l'offre de services logistiques aux entreprises de toutes natures, aux individus, aux institutions, aux entités étatiques et aux pays.

Elle peut organiser et gérer les différents contrôles de qualité, l'intégration de deux ou plusieurs activités dans le but d'établir des plans, de mettre en œuvre et de contrôler un flux efficace de matières premières, produits semi-finis et produits finis, de leur point d'origine au point de consommation. Ces activités peuvent inclure -sans que la liste ne soit limitative- le type de service offert aux clients, la prévision de la demande, les communications liées à la distribution, le contrôle des stocks, la manutention des matériaux, le traitement des commandes, le service après-vente et des pièces détachées, les achats, l'emballage, le traitement des marchandises retournées, la négociation ou la réutilisation d'éléments récupérables ou mis au rebut, l'organisation des transports ainsi que le transport effectif des marchandises, ainsi que l'entreposage et le stockage.

La société a également pour objet toute activité se rapportant au domaine immobilier.

Elle peut poser tout acte juridique et effectuer toute opération en relation avec la gestion d'un patrimoine immobilier, que ce soit pour son propre compte ou celui de tiers.

Elle peut également investir dans le domaine de l'Horeca et effectuer toute opération en relation avec l'exploitation, la fabrication, la vente, l'achat, l'exportation, l'importation de produits relatifs à l'Horeca.

La société a également pour objet l'offre de tout service (management, nettoyage, réparation, entretien, etc.) dans le domaine hôtelier à toute personne physique, morale ou publique.

La société a pour objet la fabrication, la réparation, la transformation, l'entretien, la vente et la location de matériel informatique, pétrolier, énergétique, aéronautique de toute espèce, ce terme comprenant non seulement les aéronefs et parties d'aéronefs, mais encore tous véhicules et bateaux dont le dispositif propulseur prend appui sur l'air ou la mer, de tout matériel aérospatial et de tout matériel électronique de défense, leurs composants et accessoires, ainsi que le matériel et les matériaux généralement quelconques à mettre en œuvre pour assurer le bon fonctionnement des appareils ci-dessus ; accessoirement, tous achat, vente, fabrication, transformation, réparation et entretien.

La société a également pour objet toute activité se rapportant au domaine médical et domaine relatif aux soins médicaux, esthétiques, hygiéniques pour tous les êtres vivants, êtres humains, animaux, plantes.

La société a également pour objet toute activité se rapportant au domaine comptable et social pour autant que les autorisations requises soient décernées par les autorités compétentes.

La société peut également faire du commerce en gros et en détail en toutes denrées alimentaires.

La société a pour objet, tant pour elle-même que pour le compte de tiers, seule, en association ou en partenariat, en tous lieux et de toutes les manières et selon les modalités qui lui paraîtront les mieux appropriées, toutes opérations généralement quelconques, se rapportant directement ou indirectement à l'exercice de soins infirmiers en général, en ce compris, toute activité généralement quelconque pouvant être incluse dans cette dénomination et notamment les soins et visites à domicile, par des praticiens qualifiés et agréés suivant les conditions légales, ainsi que toutes prestations, fournitures et activités connexes dans le sens le plus large. La société pourra ainsi créer et exploiter toutes les formes d'assistance matérielle, sociale, morale, d'éducation, psychologique et paramédicale à l'intention des personnes qui auront recours à ses services.

La société pourra en outre procéder à l'achat, à la vente, la location et la mise à disposition de matériel médical et paramédical, de produits de soins ainsi que tout matériel, équipement et produits de santé et de bien-être.

Elle pourra également mettre à disposition des locaux et matériel. Dans le cadre de son objet, la société pourra également former et informer toute personne ou organiser des formations pour son compte ou pour compte de tiers.

Cette énumération est exemplative et nullement limitative.

Au cas où la prestation de certains actes serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession, la société subordonnera son action, en ce qui concerne ces prestations, à la réalisation de ces conditions.

Elle peut aussi prêter à toutes sociétés et se porter caution pour elles, même hypothécairement ; elle peut exercer tous mandats de gérant ou d'administrateur.

La société peut, dans le sens le plus large, poser tous actes, civils, commerciaux, industriels, financiers ou autres, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en favoriser le développement, et peut dans ce cadre s'intéresser par tous modes à toutes entreprises ou sociétés.

#### Article 4 : DUREE

La société est constituée pour une durée illimitée.

La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

## **Titre II: CAPITAUX PROPRES ET APPORTS**

### **Article 5 : APPORTS**

En rémunération des apports, cent actions ont été émises.

Chaque action donne un droit égal dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation.

### **Article 6 : APPELS DE FONDS**

Les actions doivent être libérées à leur émission.

### **Article 7 : APPORT EN NUMERAIRE AVEC EMISSION DE NOUVELLES ACTIONS – DROIT DE PREFERENCE**

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux actionnaires existants, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent.

Le droit de souscription préférentielle peut être exercé pendant un délai d'au moins quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription.

L'ouverture de la souscription avec droit de préférence ainsi que son délai d'exercice sont fixés par l'organe qui procède à l'émission et sont portés à la connaissance des actionnaires par courrier électronique, ou, pour les personnes dont elle ne dispose pas d'une adresse électronique, par courrier ordinaire, à envoyer le même jour que les communications électroniques. Si ce droit n'a pas entièrement été exercé, les actions restantes sont offertes conformément aux alinéas précédents par priorité aux actionnaires ayant déjà exercé la totalité de leur droit de préférence. Il sera procédé de cette manière, selon les modalités arrêtées par la gérance, jusqu'à ce que l'émission soit entièrement souscrite ou que plus aucun actionnaire ne se prévale de cette faculté.

## **Titre III: TITRES**

### **Article 8 : NATURE DES ACTIONS**

Toutes les actions sont nominatives, elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont inscrites dans le registre des actions nominatives; ce registre contiendra les mentions requises par le Code des sociétés et des associations. Les titulaires d'actions peuvent prendre connaissance de ce registre relatif à leurs titres.

### **Article 9: NATURE DES AUTRES TITRES**

Tous les titres, autres que les actions, sont nominatifs, ils portent un numéro d'ordre.

Ils sont inscrits dans un registre des titres nominatifs de la catégorie à laquelle ils appartiennent ; ce registre contiendra les mentions requises par le Code des sociétés et des associations. Chaque titulaire de pareils titres peut prendre connaissance de ce registre relatif à ses titres.

### **Article 10 : INDIVISIBILITE DES TITRES**

Les titres sont indivisibles.

La société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

### **Article 11 : CESSION D'ACTIONS**

#### **§ 1. Cession libre**

Les actions peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément, à un actionnaire, au conjoint du cédant ou du testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des actionnaires.

#### **§ 2. Cessions soumises à agrément**

Tout actionnaire qui voudra céder ses actions entre vifs à une personne autre que celles visées à l'alinéa précédent devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des actionnaires, possédant les trois quarts au moins des actions, déduction faite des actions dont la cession est proposée.

A cette fin, il devra adresser à l'organe d'administration, sous pli recommandé ou par courrier ordinaire ou par e-mail à l'adresse électronique de la société, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les huit jours de la réception de cette lettre, la gérance en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des actionnaires, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par un écrit adressé dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiendraient de donner leur avis seraient considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, l'organe d'administration notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit actionnaires aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des actionnaires.

Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours. Néanmoins, l'actionnaire voulant céder tout ou partie de ses actions pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées au prix mentionné par lui dans sa notification initiale ou, en cas de contestation de ce prix, au prix fixé par un

expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord sur ce choix, par le président du tribunal de l'entreprise statuant comme en référé à la requête de la partie la plus diligente, tous les frais de procédure et d'expertise étant pour moitié à charge du cédant et pour moitié à charge du ou des acquéreurs, proportionnellement au nombre d'actions acquises s'ils sont plusieurs. Il en ira de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire. Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cessions entre vifs, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, tant volontaires que forcées (cas de l'exclusion et du retrait d'un actionnaire), tant en usufruit qu'en nue-propriété ou pleine propriété, qui portent sur des actions ou tous autres titres donnant droit à l'acquisition d'actions.

Par dérogation à ce qui précède, au cas où la société ne compterait plus qu'un actionnaire, celui-ci sera libre de céder tout ou partie de ses actions librement.

#### **Titre IV: ADMINISTRATION – CONTRÔLE**

##### **Article 12 : ORGANE D'ADMINISTRATION**

La société est administrée par un ou plusieurs administrateurs, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, s'ils sont nommés dans les statuts, avoir la qualité d'administrateur statutaire.

L'assemblée qui nomme le ou les administrateur(s) fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs. A défaut d'indication de durée, le mandat sera censé conféré sans limitation de durée.

Les **administrateurs non-statutaires sont révocables ad nutum** par l'assemblée générale, sans que leur révocation donne droit à une indemnité quelconque

Lorsque les administrateurs constituent un organe collégial et que la place d'un administrateur devient vacante avant la fin de son mandat, les administrateurs restants ont le droit de coopter un nouvel administrateur.

La première assemblée générale qui suit doit confirmer le mandat de l'administrateur coopté. En cas de confirmation, l'administrateur coopté termine le mandat de son prédécesseur, sauf si l'assemblée générale en décide autrement. À défaut de confirmation, le mandat de l'administrateur coopté prend fin après l'assemblée générale, sans que cela porte préjudice à la régularité de la composition de l'organe d'administration jusqu'à cette date.

##### **Article 13 : POUVOIRS DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION**

S'il n'y a qu'un seul administrateur, la totalité des pouvoirs d'administration lui est attribuée, avec la faculté de déléguer partie de ceux-ci.

Lorsque la société est administrée par plusieurs administrateurs et **sauf organisation par l'assemblée générale d'un organe d'administration collégial**, chaque administrateur agissant seul, peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet, sous réserve de ceux que la loi et les statuts réservent à l'assemblée générale

Chaque administrateur représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Il peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

**Dans l'hypothèse où l'assemblée générale organiserait un organe d'administration collégial**, l'organe d'administration collégial représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

L'organe d'administration collégial peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

##### **Article 14 : REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS**

L'assemblée générale décide si le mandat d'administrateur est ou non exercé gratuitement.

Si le mandat d'administrateur est rémunéré, l'assemblée générale, statuant à la majorité absolue des voix, ou l'actionnaire unique, détermine le montant de cette rémunération fixe ou proportionnelle.

Cette rémunération sera portée aux frais généraux, indépendamment des frais éventuels de représentation, voyages et déplacements.

##### **Article 15 : GESTION JOURNALIERE**

L'organe d'administration peut déléguer la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs de ses membres, qui portent le titre d'administrateur-délégué, ou à un ou plusieurs directeurs.

L'organe d'administration détermine s'ils agissent seul ou conjointement.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, en ce qui concerne cette gestion, attribuer des mandats spéciaux à tout mandataire.

L'organe d'administration fixe les attributions et rémunérations éventuelles pour les délégués à la gestion journalière. Il peut révoquer en tout temps leurs mandats.

##### **Article 16 : CONTROLE DE LA SOCIETE**

Lorsque la loi l'exige et dans les limites qu'elle prévoit, le contrôle de la société est assuré par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans et rééligibles.

##### **Titre V: ASSEMBLEE GENERALE**

## Article 17 : TENUE ET CONVOCATION

Il est tenu chaque année, au siège, une assemblée générale ordinaire le **deuxième vendredi du mois de juin à 18h00**. Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant. S'il n'y a qu'un seul actionnaire, c'est à cette même date qu'il signe pour approbation les comptes annuels. Des assemblées générales extraordinaires doivent en outre être convoquées par l'organe d'administration et, le cas échéant, le commissaire, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur requête d'actionnaires représentant un dixième du nombre d'actions en circulation. Dans ce dernier cas, les actionnaires indiquent leur demande et les sujets à porter à l'ordre du jour. L'organe d'administration ou, le cas échéant, le commissaire convoquera l'assemblée générale dans un délai de trois semaines de la demande.

Les convocations aux assemblées générales contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par e-mails envoyés quinze jours au moins avant l'assemblée aux actionnaires, aux administrateurs et, le cas échéant, aux titulaires d'obligations convertibles nominatives, de droits de souscription nominatifs ou de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société et aux commissaires. Elles sont faites par courrier ordinaire aux personnes pour lesquelles la société ne dispose pas d'une adresse e-mail, le même jour que l'envoi des convocations électroniques.

Toute personne peut renoncer à la convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

## Article 18 : ASSEMBLEE GENERALE PAR PROCEDURE ECRITE

§1. Les actionnaires peuvent, dans les limites de la loi, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être reçues dans un acte authentique.

§2. En ce qui concerne la datation de l'assemblée annuelle, la date de la décision signée par tous les actionnaires est réputée être la date statutaire de l'assemblée annuelle, sauf preuve du contraire, à condition que la décision écrite signée par tous les actionnaires soit parvenue à la société 20 jours avant la date statutaire. Si plusieurs exemplaires de proposition de décisions ont été envoyés, la date de réception du dernier exemplaire est déterminante pour la date de la décision.

La décision écrite, en plusieurs exemplaires ou non, est assortie d'une déclaration datée et signée par l'organe d'administration indiquant que la décision signée par tous les actionnaires est parvenue au siège de la société au plus tard 20 jours avant la date statutaire de l'assemblée annuelle et qu'elle porte toutes les signatures requises.

Si la dernière décision écrite n'est pas parvenue au plus tard dans les 20 jours précédant la date statutaire de l'assemblée annuelle, l'organe d'administration doit convoquer l'assemblée générale.

§3. En ce qui concerne la datation de l'assemblée générale particulière, la date de la décision signée par tous les actionnaires est réputée être la date à laquelle la décision est parvenue au siège de la société, sauf preuve du contraire. Si plusieurs exemplaires de proposition de décisions ont été envoyés, la date de réception du dernier exemplaire est déterminante.

La décision écrite, reprise dans une ou plusieurs propositions approuvées, doit être assortie d'une déclaration datée et signée par l'organe d'administration indiquant que la décision signée par tous les actionnaires est parvenue au siège de la société à la date indiquée dans cette déclaration et qu'elle porte toutes les signatures requises.

La proposition de décision écrite envoyée doit indiquer si tous les points de l'ordre du jour doivent être approuvés dans leur ensemble pour parvenir à une décision écrite valable ou si une approbation écrite est sollicitée pour chaque point de l'ordre du jour séparément.

§4. La proposition de décision écrite envoyée peut déterminer que l'approbation doit parvenir au siège de la société avant une date bien définie pour pouvoir faire l'objet d'une décision écrite valable. Si la décision écrite approuvée à l'unanimité n'est pas parvenue, en un ou plusieurs exemplaires, en temps utile avant cette date, les approbations signées perdront toute force de droit.

## Article 19 : ADMISSION A L'ASSEMBLEE GENERALE

Pour être admis à l'assemblée générale et, pour les actionnaires, pour y exercer le droit de vote, un titulaire de titres doit remplir les conditions suivantes :

- le titulaire de titres nominatifs doit être inscrit en cette qualité dans le registre des titres nominatifs relatif à sa catégorie de titres ;
- le titulaire de titres dématérialisés doit être inscrit en tant que tel sur les comptes d'un teneur de compte agréé ou de l'organisme de liquidation et doit avoir délivré ou doit délivrer à la société une attestation établie par ce teneur de compte agréé ou par l'organisme de liquidation dont apparaît cette inscription ;
- les droits afférents aux titres du titulaire des titres ne peuvent pas être suspendus ; si seul le droit de vote est suspendu ; il peut toujours participer à l'assemblée générale sans pouvoir participer au vote.

## Article 20 : SEANCES – PROCES-VERBAUX

§ 1. L'assemblée générale est présidée par un administrateur ou, à défaut, par l'actionnaire présent qui détient le plus d'actions ou encore, en cas de parité, par le plus âgé d'entre eux. Le président désignera le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

§ 2. Les procès-verbaux constatant les décisions de l'assemblée générale ou de l'actionnaire unique sont consignés dans un registre tenu au siège. Ils sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires présents qui le demandent. Les copies à délivrer aux tiers sont signées par un ou plusieurs membres de l'organe d'administration ayant le pouvoir de représentation.

La liste de présences et les rapports éventuels, les procurations ou les votes par correspondance sont annexés au procès-verbal.

Ceux qui ont participé à l'assemblée générale ou qui y étaient représentés peuvent consulter la liste des présences.

#### Article 21 : DELIBERATIONS

§1. A l'assemblée générale, **chaque action donne droit à une voix**, sous réserve des dispositions légales régissant les actions sans droit de vote.

§2. Au cas où la société ne comporterait plus qu'un actionnaire, celui-ci exercera seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Tout actionnaire peut donner à toute autre personne, actionnaire ou non, par tout moyen de transmission, une procuration écrite pour le représenter à l'assemblée et y voter en son lieu et place. Une procuration octroyée reste valable pour chaque assemblée générale suivante dans la mesure où il y est traité des mêmes points de l'ordre du jour, sauf si la société est informée d'une cession des actions concernées.

§ 3. Toute assemblée ne peut délibérer que sur les propositions figurant à l'ordre du jour, sauf si toutes les personnes à convoquer sont présentes ou représentées, et, dans ce dernier cas, si les procurations le mentionnent expressément.

§ 4. Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée statue à la majorité absolue des voix.

§5. Si plusieurs personnes ont des droits réels sur une même action, la société peut suspendre l'exercice du droit de vote, jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme titulaire à son égard du droit de vote.

En cas de décès de l'actionnaire unique, le droit de vote afférent aux actions est exercé par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession, jusqu'au jour du partage desdites actions ou jusqu'à la délivrance des legs portant sur celles-ci.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une action entre usufruit et nue-propriété, le droit de vote y afférent est exercé par l'usufruitier.

#### Article 22 : PROROGATION

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par l'organe d'administration. Sauf si l'assemblée générale en décide autrement, cette prorogation n'annule pas les autres décisions prises. La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour et statuera définitivement.

#### Article 23 : POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale des actionnaires exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par le Code des sociétés et des associations.

#### Titre VI: EXERCICE SOCIAL REPARTITION – RESERVES

##### Article 24: EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **premier janvier** et finit **trente-et-un décembre** de chaque année.

A cette dernière date, les écritures sociales sont arrêtées et l'organe d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels dont, après approbation par l'assemblée, il assure la publication, conformément à la loi.

##### Article 25 : REPARTITION – RESERVES

Le bénéfice annuel net recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale, statuant sur proposition de l'organe d'administration, étant toutefois fait observer que **chaque action confère un droit égal dans la répartition des bénéfices**.

A défaut d'une telle décision d'affectation, la moitié du bénéfice annuel net est affectée aux réserves et l'autre moitié est distribuée pour autant que les conditions légales pour la distribution soient remplies.

#### Titre VII: DISSOLUTION – LIQUIDATION

##### Article 26: DISSOLUTION

La société peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

##### Article 27. LIQUIDATEURS

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, le ou les administrateurs en fonction sont désignés comme liquidateur(s) en vertu des présents statuts si aucun autre liquidateur n'aurait été désigné, sans préjudice de la faculté de l'assemblée générale de

désigner un ou plusieurs liquidateurs et de déterminer leurs pouvoirs et émoluments.

#### **Article 28 : REPARTITION DE L'ACTIF NET**

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou après consignation des montants nécessaires à cet effet et, en cas d'existence d'actions non entièrement libérées, après rétablissement de l'égalité entre toutes les actions soit par des appels de fonds complémentaires à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des distributions préalables au profit des actions libérées dans une proportion supérieure, l'actif net est réparti entre tous les actionnaires en proportion de leurs actions et les biens conservés leur sont remis pour être partagés dans la même proportion.

#### **Titre VIII: DISPOSITIONS DIVERSES**

##### **Article 29. ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire, liquidateur ou porteur d'obligations domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège où toutes communications, sommations, assignations, significations peuvent lui être valablement faites s'il n'a pas élu un autre domicile en Belgique vis-à-vis de la société.

##### **Article 30 : COMPETENCE JUDICIAIRE**

Pour tout litige entre la société, ses actionnaires, gérants, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège, à moins que la société n'y renonce expressément.

##### **Article 31 : DROIT COMMUN**

Les dispositions du Code des sociétés et des associations auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés sont censées non écrites.

#### **DISPOSITIONS FINALES ET/OU TRANSITOIRES**

Le comparant prend à l'unanimité les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt au greffe d'une expédition de l'acte constitutif, conformément à la loi.

##### **1. Premier exercice social et première assemblée générale ordinaire**

Le premier exercice social débutera le jour du dépôt au greffe d'une expédition du présent acte et finira le **trente-et-un décembre deux mille dix-neuf**.

La première assemblée générale ordinaire aura donc lieu le deuxième vendredi du mois de juin de l'année deux mille vingt.

##### **2. Désignation de l'administrateur**

L'assemblée décide de fixer le nombre d'administrateurs à **un** : est appelée aux fonctions d'administrateur non statutaire pour une durée illimitée : Madame **N'GBO-N'GBO MAKEKI Mireille**, prénommée, ici présente et qui accepte.

##### **3. Commissaire**

Compte tenu des critères légaux, les comparants décident de ne pas procéder actuellement à la nomination d'un commissaire.

##### **4. Reprise des engagements pris au nom de la société en formation**

Tous les engagements ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises depuis le **premier janvier deux mille dix-neuf** par l'un ou l'autre des comparants au nom et pour compte de la société en formation sont repris par la société présentement constituée, par décision de l'organe d'administration qui sortira ses effets à compter de l'acquisition par la société de sa personnalité juridique.

##### **5. Pouvoirs**

Toute personne tierce est désigné en qualité de mandataire *ad hoc* de la société, afin de disposer des fonds, de signer tous documents et de procéder aux formalités requises auprès de l'administration de la tva ou en vue de l'inscription à la Banque carrefour des Entreprises.

Aux effets ci-dessus, le mandataire *ad hoc* aura le pouvoir de prendre tous engagements au nom de la société, faire telles déclarations qu'il y aura lieu, signer tous documents et en général faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du mandat lui confié.

Pour extrait conforme.

Le Notaire Charles HUYLEBROUCK.